## Hydro-Québec confirme l'augmentation des tarifs d'électricité pour alimenter GNL Québec/Gazoduq

Saguenay, Montréal, Québec, Rouyn-Noranda, le 11 mai 2021 - Lors de l'étude des crédits de la commission de l'Agriculture, pêcheries, énergie et ressources naturelles la semaine dernière, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles Jonatan Julien a confirmé que l'augmentation de la demande en électricité après 2027 amènera un hausse des coûts pour Hydro-Québec. Lors de la séance, il a affirmé que cela va amener « une hausse des coûts qui va se refléter sur les tarifs », confirmant les projections déjà diffusées par l'Union des consommateurs. 1

Lorsque questionnée sur l'évaluation faite par l'Union des consommateurs qui évalue que la facture d'électricité de tous les abonnées d'Hydro-Québec augmenterait de près de \$10 milliards au cours des 25 premières années du projet GNL Québec-Gazoduc qui entraînerait une hausse de tarifs d'électricité de 2,5 %, Sophie Brochu, présidente-directrice générale d'Hydro-Québec, a affirmé « je suis certaine que chez nous, chez Hydro-Québec, il y a des gens qui l'ont calculé »². Et madame Brochu a ajouté « l'ordre de grandeur est probablement correct » en faisant référence à l'évaluation de \$ 10 milliards de l'Union des consommateurs.

La question de la hausse de la tarification a beaucoup fait réagir le Québec. <u>Dans un sondage réalisé par la firme Léger</u>, 87 % des répondants disaient s'opposer à une hausse de leurs tarifs d'électricité pour alimenter l'usine de GNL Québec et le pipeline de Gazoduq.

Alors que la fin des surplus en énergie arrive, les Québécois et Québécoises devront se poser des questions sur l'utilisation de leur hydroélectricité. Les objectifs de réduction des GES pour l'atteinte de nos objectifs internationaux vont obligatoirement nécessiter une plus grande utilisation de l'hydroélectricité pour décarboner notre économie et, potentiellement, celles de voisins américains. Que ce soit l'électrification des transports ou la fin du mazout et du gaz naturel dans le chauffage résidentiel et industriel, l'hydroélectricité sera appelée à jouer un rôle crucial dans la transition énergétique. Nous aurons des choix déterminants à faire quant aux projets à soutenir avec notre hydroélectricité tandis que chaque

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À partir de 1 heure 22 minutes 36 secondes de la séance.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> À partir de 1 heure 24 minutes 30 secondes de la séance.

térawattheure devra être utilisé avec parcimonie et non gaspillé pour soi-disant verdir des projets d'expansion de l'exploitation des énergies fossiles.

Le gouvernement doit prendre une décision sur le projet en tenant compte des répercussions sur la facture d'électricité des clients d'Hydro-Québec et pas seulement sur la recommandation du ministre de l'Environnement.

Selon Adrien Guibert-Barthez, co-porte-parole de la Coalition Fjord « Le gouvernement ne peut pas prendre une décision sur le projet sans tenir compte des milliards de dollars que tous les Québécois.es devraient payer pour fournir de l'électricité à un prix inférieur à ce qu'il en coûterait à Hydro-Québec pour la produire ! Les conséquences financières sont tellement importantes sur le budget des familles québécoises, qu'à elles seules elles devraient mener au rejet immédiat du projet par le gouvernement. »

« Les efforts que nous ferons collectivement dans les prochaines années en matière d'efficacité énergétique doivent nous donner la marge de manœuvre nécessaire pour électrifier nos transports et nos industries afin de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, et non pas encourager la production de gaz en Alberta. Les Québécois.es n'ont pas à payer pour exporter du gaz fossile avec notre électricité propre », dénonce Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.

« Il est complètement inacceptable qu'un projet d'expansion de la production et de l'exportation de gaz fossile produit par fracturation dans l'ouest soit financé à coup de milliards par les abonnés d'Hydro-Québec. Il est temps que le gouvernement Legault enterre GNL Québec/Gazoduq alors que la population est majoritairement contre ce projet qui aggraverait la crise climatique et menacerait les bélugas » a déclaré Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada.

« L'hydroélectricité constitue une ressource stratégique pour le Québec et lorsqu'on mise sur une telle ressource, la dernière chose qu'on veut faire c'est de l'utiliser de manière contre-productive et néfaste comme avec le projet GNL Québec/Gazoduq », ajoute Émile Boisseau-Bouvier, analyste des politiques climatiques chez Équiterre.

## Pour plus d'informations, contactez :

**Adrien Guibert-Barthez**, co-porte-parole de la Coalition Fjord (418) 376-3371; comm.fjord@gmail.com

**Laura Bergamo**, conseillère aux communications, Greenpeace Canada (438) 928-5237; <a href="mailto:laura.bergamo@greenpeace.org">laura.bergamo@greenpeace.org</a>

Anthony Côté Leduc, relations médias, Équiterre (514) 605-2000 ; acoteleduc@equiterre.org

**Gabriel Marquis,** responsable des communications, Nature Québec (581) 307-8613, <a href="mailto:gabriel.marquis@naturequebec.org">gabriel.marquis@naturequebec.org</a>

**Manon Dubois**, directrice des communications, Fondation David Suzuki (Québec) (514) 583-8455; mdubois@davidsuzuki.org

**François Gagné**, Co-porte-parole, Coalition Anti-pipeline Rouyn-Noranda, (819) 290-9958, coalitionantipipeline@gmail.com